

Compte rendu

Ouvrage recensé :

DREYFUS, François-Georges. *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*. Paris, PUF, Coll. « Nouvelle Clio, l'histoire et ses problèmes », 1991, 624 p.

par Alice Landau

Études internationales, vol. 22, n° 4, 1991, p. 887-890.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702948ar>

DOI: 10.7202/702948ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

occasionné bien des débats sur la politique nucléaire. Avec la «renationalisation» de la politique étrangère et de défense grecque, avec l'importance du référendum sur l'Acte unique en Irlande ou la réorientation vers le Sud en Italie, «*L'Europe de la Défense*» parcourt ainsi bien des aspects politiques, militaires et économiques de la sécurité avec un esprit de synthèse remarquable.

Nous retiendrons également l'analyse de Jean-Pierre Maury sur le débat au sein des institutions européennes qui pose clairement le problème du courant neutraliste, du courant atlantiste et des intérêts nationaux face à une institutionnalisation de la défense européenne.

Assurément, ce livre qui est l'actualisation de l'«*Annuaire européen de défense*» (1988) apporte les éléments de compréhension aux positions politiques prises par les capitales sur les questions de défense et de sécurité. En cela, il peut aider les décideurs à chercher la voie par la coopération européenne.

André DUMOULIN,

Attaché de recherche
au GRIP (Bruxelles)

DREYFUS, François-Georges. *L'Allemagne contemporaine 1815-1990*. Paris, PUF, Coll. «Nouvelle Clio, l'histoire et ses problèmes», 1991, 624 p.

L'histoire allemande n'est pas faite de ruptures mais de continuité. Telle est la problématique qu'expose, en s'appuyant sur une documentation

imposante, François-Georges Dreyfus dans «*L'Allemagne contemporaine 1815-1990*». Chaque épisode, notamment le national-socialisme dont on a longtemps souligné la spécificité pour en réduire peut-être la portée, est héritier de courants et d'idées qui agitent la société allemande dès le début du XIX^{ème} siècle. Le nazisme ne peut être conçu comme un accident de l'histoire. Il symbolise l'impérialisme allemand qui dominera la scène politique et diplomatique de Guillaume II à Hitler en passant par Stresemann. L'auteur dénonce ainsi les idées fausses. La politique de Weimar n'a été ni pacifique ni européenne. Hitler a mis en œuvre ce que les nationalistes de Weimar avaient préparé. Ils sont d'autant plus virulents que le traité de Versailles exacerbe les passions et d'autant plus critiques que la République est incapable de régler les crises auxquelles elle est confrontée.

Le nationalisme allemand n'apparaît que tardivement. Il n'en domine pas moins le XIX^{ème} siècle, parce qu'il apparaît comme progressiste et libérateur. L'idée nationale se cristallise d'abord sur le plan économique autour du tarif douanier unique, le Zollverein dont les principes sont lancés par Frederic List et autour de l'instauration d'un réseau dense de communications. La bourgeoisie qui incarne le mieux l'idée nationale, développe «l'esprit kruppian», inspiré par la pensée protestante. L'engouement scientifique touche l'intelligentsia allemande. L'essor économique, plus rapide après 1870, est finalement le fruit d'une coopération entre l'État et les entreprises. L'État participe activement au processus de concentration, à l'organisation des Konzerns et au

fonctionnement des cartels. Les industriels du Reich associent étroitement l'université à leurs activités. L'idée d'un État fort, intervenant directement dans la vie économique et arbitrant les conflits sociaux, est partagée par la droite comme par la Social-démocratie. Elle ne fera l'objet d'aucun débat comme ce fut souvent le cas ailleurs.

L'essor économique profite à l'unification allemande en renforçant le poids de la Prusse. Elle se réalise en janvier 1871 et dure jusqu'en mai 1945. Mais, le nationalisme ne diminue pas d'intensité après la réalisation de l'unification. Il devient une donnée fondamentale de la politique allemande et explique le progrès rapide du pangermanisme dans les milieux bourgeois, libéraux et universitaires qui fait de l'Allemagne le centre de gravité de l'Europe. Dès le milieu du XIX^{ème} siècle, le parlement de Francfort, acquis de la révolution de 1848, fruit du libéralisme politique, délibère de l'annexion de la Posnanie, du Tyrol et de la Bohême à l'Allemagne. Si l'idée de la petite Allemagne l'emporte finalement en 1864 sans qu'elle comprît l'Autriche, l'idée d'introduire dans la Confédération, la monarchie des Habsbourg, y compris la Hongrie et l'Italie demeurera inscrite dans la mémoire collective.

Mais, l'auteur soulève les problèmes de fond de la société allemande et avance plusieurs trames d'explication. La religion a toujours joué un rôle déterminant en Allemagne. Elle constitue un élément essentiel de toute analyse sociologique. Depuis 1815, le protestantisme domine le monde allemand. La Bavière reste pendant plus d'un siècle le seul État catholique.

Face à l'emprise protestante, les catholiques développent un réflexe de ghetto ce qui a des conséquences politiques importantes. Le Zentrum, seul parti catholique, est un parti interclassiste. Il cherche des alliances à gauche, mais ne partage pas ses valeurs. Le Zentrum est cependant assez puissant pour que Bismarck cherche à en limiter l'action. Ce n'est qu'après le Kulturkampf, véritable instrument d'affermissement de l'État, que le monde catholique, minoritaire et isolé, s'organise et se structure. Mais, le poids du protestantisme reste important. Pendant longtemps, les protestants contrôlent l'administration, l'armée et la fonction publique. L'Allemagne protestante vote national-socialiste. L'Allemagne catholique demeure plus réfractaire. Peut-on expliquer le nazisme par la dimension religieuse? Dreyfus récuse les interprétations hâtives selon lesquelles l'Allemagne était prédestinée au nazisme parce que le luthéranisme imposait à la population protestante majoritaire le devoir d'obéissance aux autorités. Il rejette autant les thèses marxistes (Daniel Guérin) que les explications psychanalytiques (Wilhem Reich) ou les thèses politiques (Ernst Fraenkel ou Hannah Arendt). Le national-socialisme ne peut être assimilé au fascisme. Il est en rupture avec l'humanisme chrétien, libéral ou social-démocrate selon les termes de Dupeux. «Il est un impérialisme brutal qui vise à la domination de l'Europe et du monde. Il est surtout une idéologie, fondée sur l'idée de puissance et la grandeur de la race germanique». Ce qui fait l'horreur du nazisme, c'est une méthode scientifique d'élimination froidement et implacablement mise en œuvre.

L'avènement du nazisme est plutôt le fait d'une conjonction de facteurs. Il y a un ordre politico-social auquel adhère la société allemande. Il est fait de conformisme politique, d'un sentiment nationaliste qui est partagé par toutes les couches sociales. Ce que les théoriciens de la Social-démocratie allemande ne peuvent admettre, parce qu'ils restent eux-mêmes attachés aux notions d'État et de Nation, c'est que la grande préoccupation du prolétariat comme de la bourgeoisie n'est pas le problème social mais le problème national. La classe ouvrière adhère aux valeurs bourgeoises. Elle ne sera jamais révolutionnaire mais au contraire soucieuse d'intégration sociale. Le SPD, le premier parti du Reich, sera victime de ses contradictions. Une part non négligeable de ses membres soutient la politique d'expansionnisme, glorifie l'idée de Nation et même de colonialisme. Elle rejoindra le national-socialisme. Le parti communiste quant à lui poursuit une politique suicidaire. Aux ordres du Kremlin, il n'hésite pas à s'allier aux nazis lorsque cela est nécessaire. Le national-socialisme n'a-t-il pas été, se demande l'auteur, marqué par la pensée et plus encore la pratique marxistes ? Les doctrines qui l'ont guidé ne s'opposaient pas aux éléments socialistes du marxisme mais à ses éléments libéraux, à l'internationalisme et à la démocratie rappelle Pierre-Georges Dreyfus. La classe moyenne qui ne cesse d'augmenter jusqu'en 1914 défend les idées d'ordre et de stabilité et s'identifie à un État fort à l'intérieur et respecté à l'extérieur. Si l'Allemagne n'a jamais pu adhérer au régime de Weimar, c'est que les partis de droite ou de gauche sont partagés sur le problème du régime. Les tenta-

tions autoritaires, nationalistes, anti-parlementaires, l'hystérie «soldatique» ont raison du libéralisme politique. Les partis libéraux et conservateurs, majoritaires de 1850 à 1930, se refuseront à toute coalition, se scinderont et viendront grossir les rangs de l'extrême-droite.

Divisée, anéantie, sans existence juridique, l'Allemagne devient quarante-cinq ans plus tard, la troisième puissance mondiale. Comment cette transformation s'est-elle produite ? On oublie trop souvent que la guerre a été une période de croissance remarquable. Les capacités productives sont intactes. Concentrée et structurée, l'économie allemande connaît un essor remarquable à partir de la réforme monétaire de 1948. Entre 1950 et 1990, la RFA connaîtra une longue période d'expansion. La paix sociale y est plus prononcée qu'ailleurs. Le syndicalisme profite trop de l'expansion économique pour la remettre en cause. Il est l'interlocuteur du patronat. L'expansion de l'économie allemande permet à l'Allemagne de s'affirmer sur le plan international : en Europe d'abord où l'Allemagne participe activement à la construction du Marché commun ; sur le plan international, ensuite, où en dépit des réserves de la classe politique française qui rejette la CED en 1954, l'Allemagne est intégrée dans le Pacte atlantique. Toutefois, on ne peut souscrire entièrement à l'argument développé par Dreyfus selon lequel Adenauer, seul, aurait engagé l'Allemagne dans la négociation qui va aboutir au Marché commun. Le livre de Pierre Uri, *Penser pour l'action, un fondateur de l'Europe*, paru très récemment aux Éditions Odile Jacob, jette un regard plus nuancé sur cet épisode de l'his-

toire allemande, en insistant sur le rôle de Jean Monnet.

L'intégration de l'Allemagne dans l'OTAN et le réarmement, réglé par les accords de Paris d'octobre 1954, mettent définitivement un terme aux projets d'unification. La République démocratique allemande devient un État souverain en 1955 mais reste soumis à l'Union soviétique. La Russie cherche à assurer sa sécurité par la mise en place d'une organisation militaire et la marxisation de l'économie. Le quart du potentiel économique est soviétisé, un autre quart nationalisé. La RDA demeure rigide en matière idéologique. La déstalinisation y sera moins forte que dans les autres démocraties populaires. La *perestroïka* gêne la RDA, mais les dirigeants, discrédités, ne pourront contenir longtemps les manifestations de masse. Le 20 décembre 1989, la porte de Brandebourg est ouverte. Le 2 juillet 1990, l'unification économique est chose faite.

Il est dommage que Pierre-Georges Dreyfus, consacrant l'essentiel de l'ouvrage à l'Allemagne jusqu'en 1945, n'ébauche plus qu'il n'explique les éléments de continuité dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Ils sont pourtant nombreux. Certes, sur le plan intérieur, l'auteur rappelle que, malgré les ruptures de 1933-1945, les partis politiques renouent, pour la plupart, avec les traditions partisans. Les Verts, issus de mouvances hétérogènes, réussissent à s'organiser en véritable parti programmatique par la défense de l'écologisme et du pacifisme qui favorise la renaissance d'un nouveau type de nationalisme. Seule la formation chrétienne-démo-

crate, en réunissant protestants et catholiques, introduit un élément de nouveauté. Dreyfus pose clairement le dilemme de la réunification. Ne vaudrait-elle pas réduire à néant les efforts des milieux catholiques de se donner une autonomie culturelle?

Cependant, cet ouvrage laisse tout un espace inexploré. L'Allemagne est à la recherche de son identité, hésitant entre l'Est et l'Ouest. L'absorption de l'Allemagne de l'Est a-t-elle joué un rôle de catalyseur, en faisant resurgir les affinités qui ont attiré l'Allemagne, depuis le XIX^{ème} siècle, vers l'Europe centrale et orientale? L'Allemagne a exprimé, à maintes reprises, lors des négociations sur la CSCE, lors des débats sur le devenir de l'Union de l'Europe occidentale et de l'OTAN, lors enfin du conflit yougoslave, ses intérêts spécifiques en Europe, en prenant ses distances vis-à-vis des lignes défendues par le tandem franco-allemand. À l'image des nations européennes, en proie aux tourments qui agiterent le XIX^{ème} siècle, l'Allemagne renoue avec son passé. Elle est un élément incontournable du devenir européen.

Alice LANDAU

Chargée de cours et de recherches, Genève

SAINT-OUEN, François. *Les partis politiques et l'Europe. Une approche comparative*. Paris, Presses Universitaires de France, 1990, 232 p.

Le titre de l'ouvrage annonce une question importante; son sous-titre évoque combien la construction européenne demeure une œuvre sur le